

PRESSE-MEDDELELSE
MITTEILUNG AN DIE PRESSE
PRESS-RELEASE

INFORMATION A LA PRESSE
INFORMAZIONE ALLA STAMPA
MEDEDELING AAN DE PERS

Bruxelles, le 26 juin 1974

ETAT DE REALISATION DU PROGRAMME D'ACTION DE POLITIQUE INDUSTRIELLE

Déclaration de M. Altiero SPINELLI, membre de la Commission,
au Conseil des ministres des affaires étrangères (Luxembourg,
le 25 juin 1974)

La Commission a développé ses propositions de politique industrielle à partir de la déclaration du Sommet de Paris d'octobre 1972 et les a soumises au Conseil le 3 mai 1973. Le 17 décembre 1973, le Conseil a prévu que l'ensemble des actions proposées, sauf l'informatique, aurait fait l'objet de décisions du Conseil, avant le 1er juillet 1974.

Aujourd'hui, à la veille de cette échéance, le Conseil a entendu le rapport sur l'état des travaux du COREPER. Le résultat obtenu par le Coreper est si décevant qu'il me paraît nécessaire de se pencher brièvement sur les causes de cet échec.

La construction européenne est évidemment une longue et patiente entreprise, mais je ne peux admettre en l'occurrence, connaissant assez bien le dossier en question, que les difficultés techniques aient été si grandes qu'elles justifient notre présente frustration.

Les mesures qui vous ont été proposées correspondent à des objectifs difficilement contestés sur le plan européen. Ce sont des mesures relativement modestes et elles constituent surtout des cadres d'action qui ne peuvent être développés sans la participation et le consensus ultérieurs du Conseil.

Malgré cela, les travaux du Coreper qui se sont poursuivis depuis un an ont abouti par un jeu subtil d'amendements techniques, de réserves juridiques et de propositions alternatives, à des dossiers d'une confusion telle qu'il apparaît désormais impossible de proposer à vos débats, et les propositions de la Commission et les propositions alternatives.

On ne peut pas ne pas se demander si l'accumulation des difficultés techniques n'exprime pas en réalité une hésitation vraiment fondamentale de la part des gouvernements des Etats membres à mettre en oeuvre une politique industrielle commune. Mais, même dans ce cas, il aurait été souhaitable que le Conseil trouvât l'occasion de se réunir en tant que Conseil des ministres de l'industrie pour discuter à fond avec la Commission des difficultés politiques qui s'opposent à la mise en oeuvre d'une politique industrielle commune et qui pourtant a été souhaitée à plusieurs reprises.

Dans ces conditions, je proposerai à la Commission de procéder à un examen politique des motivations avancées contre nos propositions par les différentes délégations. Au cas où il ne serait pas possible de convoquer, dans les plus brefs délais, un Conseil des ministres décidé à statuer sur ces propositions, la Commission prendra en considération l'opportunité de les retirer, partiellement ou totalement, ayant constaté l'impossibilité d'arriver à un accord.